

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 8 (1890)
Heft: 93

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnement Fr. 6 (6 Monate Fr. 3)
Abonnement Fr. 6 (6 mois Fr. 3)
Abbonamenti Fr. 6 (6 mesi Fr. 3)

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Abonnirung bei den Postämtern
S'abonner aux bureaux de poste
Abbonamenti presso gli uffici postali

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Reklamationen betreffend die
Spedition des Blattes sind an
die Redaktion zu richten

Bern, 24. Juni — Berne, le 24 Juin — Berna, li 24 Giugno.

6 Uhr Nachmittags

6 heures après-midi

6 pomeridiana

Adresser à la rédaction les
réclamations concernant
l'expédition de la feuille

Inhalt. — Sommaire.

Handelsregister. Registre du commerce. Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Bilanz der sächsischen Vieh-Versicherungs-Bank in Dresden für 1889. Bilanz der allgemeinen Renten-, Kapital- und Lebensversicherungs-Bank Teutonia in Leipzig für 1889. Post. Postes. Zollwesen. Fremde Banken. Banques étrangères. Bellage: Die „Mac Kinley Administrativ-Bill“.

Amtlicher Theil. — Partie officielle.

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister. — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1890. 18. Juni. Inhaberin der Firma **Frau E. Gratwohl** in Außersihl ist Elisabetha Gratwohl geb. Brack von Nesselbach, Kt. Aargau, in Außersihl, mit Zustimmung ihres Ehemannes Robert Gratwohl. Spezereihandlung und Landesprodukte. Neufankengasse 28.

19. Juni. Die Firma **Aug. Bühler** in Zürich (S. H. A. B. 1883, pag. 37) ist in Folge Hinschiedes des Inhabers erloschen.

Inhaber der Firma **A. Meister** in Zürich ist Alfred Meister von und in Zürich. Agentur und Kommission in Baumwolle und rohen Baumwolltüchern. Fraumünsterstraße 23. Die Firma erteilt Prokura an Robert Risler, von Horgen, in Wiedikon.

19. Juni. Inhaberin der Firma **Frau Th. Pfanzelt** in Außersihl ist Theresia Pfanzelt geb. Tischner von München, in Außersihl, mit Zustimmung ihres Ehemannes Georg Pfanzelt in Haidhausen-München. Mercerie und Tricoterie. Quellenstraße 26.

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau de Courtelary.

1890. 17. Juni. Les raisons suivantes sont radiées d'office du registre du commerce, savoir:

I. Pour cause de décès des titulaires.

Gaspard Chappuis, fabrication de cadrans, à St-Imier, inscrite au registre du commerce le 30 janvier 1883 (F. o. s. du c. de 1883, page 121).

J. B. Heer, agence commerciale, à St-Imier, inscrite au registre du commerce le 30 janvier 1883 (F. o. s. du c. de 1883, page 123).

J. P. Muller, fabricant de galonnés, à St-Imier, inscrite au registre du commerce le 30 janvier 1883 (F. o. s. du c. de 1883, page 122).

II. Pour cause de départ des titulaires.

Favre et Ramseyer, fabrication d'horlogerie, à St-Imier, inscrite au registre du commerce le 4 janvier 1886 (F. o. s. du c. de 1886, page 10).

J. Liébé, fabrication d'horlogerie, à Tramelan, inscrite au registre du commerce le 26 février 1883 (F. o. s. du c. de 1883, page 239).

M. Traugott, fabrication d'horlogerie, à St-Imier, inscrite au registre du commerce le 19 février 1883 (F. o. s. du c. de 1883, page 207).

A. Elzingre, aubergiste, à Sonvilier, inscrite au registre du commerce le 6 février 1883 (F. o. s. du c. de 1883, page 191).

Jean Bravand, fabricant de pierres fines, à Sonvilier, inscrite au registre du commerce le 24 mars 1884 (F. o. s. du c. de 1884, page 209).

Eridolin Meyer, fabrication d'horlogerie, à Corgémont, inscrite au registre du commerce le 31 mars 1883 (F. o. s. du c. de 1883, page 574).

Jean Besson, boulangerie, pâtisserie, à St-Imier, inscrite au registre du commerce le 30 janvier 1883 (F. o. s. du c. de 1883, page 123).

Rauss-Flotron, fournitures d'horlogerie, à St-Imier, inscrite au registre du commerce le 30 janvier 1883 (F. o. s. du c. de 1883, page 123).

Bureau Thun.

18. Juni. Die Firma **Geschwister Scherrer** in Thun (S. H. A. B. 1883, pag. 986) ist in Folge Auflösung dieser Kollektivesellschaft erloschen. Die Liquidation ist beendet.

18. Juni. Unter dem Namen **Fischerei-Verein von Thun und Umgebung** hat sich mit Sitz in Thun ein Verein gebildet, welcher die Hebung der Fischerei bezweckt. Die Statuten datieren vom 12. April 1890. Mitglied des Vereins kann jeder Bürger werden, der im Genusse der Ehrenfähigkeit ist. Die Anmeldung als Mitglied geschieht entweder schriftlich durch Unterzeichnung der Statuten, oder mündlich bei einem Vorstandsmitglied. Jedes Mitglied hat einen jährlichen Beitrag von Fr. 3 zu bezahlen. Der Verein bestellt aus der Mitte seiner Mitglieder zur Leitung der Geschäfte einen Vorstand, bestehend aus einem Präsidenten, einem Vizepräsidenten und fünf Beisitzern. Die Amtsdauer ist drei Jahre. Der «Tägliche Anzeiger» von Thun ist das regelmäßige Publikationsorgan des Vereins. Derselbe wird nach Außen rechtsverbindlich vertreten durch Kollektivunterschrift des Präsidenten oder Vizepräsidenten und des Sekretärs des Vorstandes. Für die Verbindlichkeiten des Vereins haftet nur das Vereinsvermögen. Bei allfälliger Auflösung des Vereins wird das Vermögen nicht unter die Mitglieder vertheilt, sondern zu gleichem Zweck einem

andern kantonalen Verein zugewendet. Es sind gewählt: Als Präsident H. von Groß-Marcuard in Gunten; als Vizepräsident F. Aeschlimann, Schlosser und Eichmeister in Thun; als Sekretär C. Gasser, Fürsprecher in Thun.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau d'Aigle.

1890. 18. juin. La raison **L^e Ruchet**, à Aigle (F. o. s. du c. de 1883, page 494), est éteinte ensuite du décès du titulaire.

Les enfants du défunt, qui sont: 1^o Berthe née Ruchet, femme de Louis Borloz d'Ormont-dessous, domicilié à Yvorne, autorisée par son mari; 2^o François Ruchet d'Ollon, domiciliée à Aigle; 3^o Eugène Ruchet, à Aigle; 4^o Alexis Ruchet, à Lausanne; 5^o Clara Ruchet, à Aigle; 6^o Charles Ruchet, à Aigle; 7^o Lina Ruchet, à Aigle; 8^o Jeanne Ruchet, également à Aigle, ces six derniers mineurs, représentés par leur mère tutrice Josephine née Brandt, femme de Louis Ruchet d'Ollon, demeurant à Aigle, ont constitué entre eux, sous la raison sociale de **Hoirs de L^e Ruchet**, une société en nom collectif, commençant dès le 20 avril 1890, ayant son siège à Aigle. Le co-associé François Ruchet a seul la signature sociale. Genre de commerce: Fabrique de liqueurs, eaux gazeuses, etc. Bureau: Rue du Centre.

Bureau de Cully.

18. juin. Il résulte d'une transaction intervenue devant le juge de paix du cercle de Cully le septième mai dernier que **Louis Conati** de Semirago, province de Milan, et **Louis Distretti** de Curino, province de Novare, maçons à Cully, actuellement absents, ont rompu la société en nom collectif inscrite au registre du commerce sous la raison **Conati et Distretti**, à Cully (F. o. s. du c. de 1889, page 744), et que M. Frederic Léderrey, juge de paix, à Cully, est chargé de la liquidation de cette société.

Bureau de Morges.

17. juin. Sous la dénomination de **Bourse Allemande**, il s'est fondé à Morges une société ayant pour but de délivrer aux indigents des secours, spécialement à ceux de langue allemande, mais d'origine suisse. Dans des cas tout à fait exceptionnels, il pourra être dérogé à cette dernière restriction en faveur de personnes d'origine allemande. Les statuts ont été définitivement adoptés le 6 mars 1890. Son siège est à Morges. Pour être admis à faire partie de la société, il faut être majeur, présenté par un membre au moins un mois avant l'assemblée générale ordinaire et réunir la majorité des suffrages des membres présents à cette assemblée. Toute personne ayant fait don à la société d'une somme d'au moins cinquante francs fera de plein droit partie de la société. La démission d'un membre pourra être donnée en tout temps, pour le 31 décembre. Le démissionnaire n'a droit à aucune indemnité ni répartition. S'il y a de justes motifs, l'exclusion d'un membre peut être prononcée après préavis du comité, par les $\frac{2}{3}$ des membres présents à l'assemblée. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle. Les biens de la société se composent des biens de l'ancienne Bourse Allemande, des dons qui pourraient encore être faits à la nouvelle société et des cotisations annuelles qui pourront être fixées par l'assemblée générale; ces dernières ne pourront cependant pas être capitalisées. La direction de la société est confiée à un comité de cinq membres nommé chaque année par l'assemblée générale, au scrutin de liste et à la majorité relative. Le comité se compose d'un président, d'un vice-président, d'un caissier, d'un secrétaire et d'un membre adjoint. Deux membres du comité sortant feront partie de droit du nouveau comité; les autres membres sont rééligibles. L'assemblée générale désigne en outre, chaque année, trois vérificateurs des comptes. Le président ou le vice-président et le secrétaire représentent la société et signent en son nom. En cas de dissolution de la société, les biens seront remis à la commune de Morges à charge par celle-ci de continuer le but de la société. En cas de refus de la commune, la moitié au moins des biens reviendra à l'église nationale allemande, paroisse de Morges, et l'autre moitié à des institutions de bienfaisance désignées par l'assemblée qui prononcera la dissolution, à charge par ladite église et ces institutions de continuer le but de la société sans toutefois aliéner les capitaux qui leur seront remis. Le président est Nils Andersen, le vice-président est Adolphe Soutter, et le secrétaire est Victor Friderici, tous domiciliés à Morges.

Kanton Gené — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1890. 17. juin. Aux termes d'un jugement rendu par la cour suprême de l'état de New-York, en date du 18 février 1890, la société anonyme, ayant pour titre **Non magnetic Watch Company of Amerika**, ayant son siège à New-York et une agence à Genève sous la même raison sociale (suivant publication de la F. o. s. du c. de 1889, page 708), a été déclarée dissoute dès la date précitée. Elle ne subsistera plus que pour sa liquidation, dont reste chargé, en sa qualité de curateur désigné par le susdit tribunal, le sieur Charles-S. Mac-Gulloch, domicilié à New-York, lequel est muni de tous les pouvoirs inhérents à la qualité de curateur, conformément aux lois de l'état de New-York. Suivant procuration donnée à New-York, en date du 11 avril 1890, le curateur de la société, Charles-S.

Mac-Culloch, sus-mentionné, a désigné comme son mandataire pour la Suisse, avec tous pouvoirs nécessaires à ces fins, notamment pouvoir de substituer, le sieur François Babel, caissier de la Banque de Genève, domicilié aux Eaux-Vives.

Schweizerische Fabrik- und Handelsmarken. Marques suisses de fabrique et de commerce.

Vom eidg. Amt vollzogene Eintragungen:
Enregistrements effectués par le Bureau fédéral:

Le 18 juin 1890, à 4 heures après-midi.

No 3087.

Courvoisier & C^{ie}, fabricants,
Chaux-de-Fonds.



Boîtes de montres, mouvements d'horlogerie, écrins de montres et de bijouterie, fournitures et autres articles concernant l'horlogerie en général.

Le 19 juin 1890, à 3 heures après-midi.

No 3088.

Achille Hirsch, fabricant,
Chaux-de-Fonds.



Boîtes, cadrans et mouvements de montres.

Le 20 juin 1890, à 9 heures avant-midi.

No 3089.

Société d'horlogerie de Neuchâtel,
Neuchâtel.



Boîtes et mouvements de montres.

Le 20 juin 1890, à 9 heures avant-midi.

No 3090.

Société d'horlogerie de Neuchâtel,
Neuchâtel.



Boîtes et mouvements de montres.

Den 20. Juni 1890, 3 Uhr Nachmittags.

No 3091.

Bachmann & C^{ie}, Fabrikanten,
Rothrist.



Stoffe und Unterkleider aus Gesundheitscrepp, Creppstoffe für Confection und Crepp-Châles haute nouveauté.
(Uebertragung der unter No 2090 auf die Firma «Oscar Schmitter» eingetragenen Marke.)

Le 20 juin 1890, à 4 heures après-midi.

No 3092.

Ed. & J. Sandoz, fabricants,
Locle.



Boîtes et mouvements de montres.

Ausländische Fabrik- und Handelsmarken. Marques étrangères de fabrique et de commerce.

Le 19 juin 1890, à 10 heures avant-midi.

No 1656.

The Magnolia Anti-Friction Metal Company,
Londres et New-York.



Un métal dit „Anti-Friction“ destiné à des coussinets pour machines ou autres parties à frottement.

**Notenverkehr zwischen den schweizerischen Emissionsbanken
im Monat Mai 1890.**

**Mouvement de billets entre les Banques d'émission suisses
en mai 1890.**

Ordnungsnummer Numéro d'ordre	Banken Banques	Erhaltene eigene Noten Propres billets reçus	An die emittierende Bank gesandte Noten Billets expédiés à la Banque qui les a émis
		Fr.	Fr.
1	St. Gallische Kantonalbank	298,250	182,050
2	Basellandschaftliche Kantonalbank	74,150	—
3	Kantonalbank von Bern	351,850	1,187,150
4	Banca cantonale ticinese	12,250	150
5	Bank in St. Gallen	552,150	384,200
6	Crédit agricole et industriel de la Broye	3,150	1,950
7	Thurgauische Kantonalbank	24,850	150
8	Aargauische Bank	267,550	64,950
9	Toggenburger Bank	6,400	3,800
10	Banca della Svizzera italiana	73,200	23,000
11	Thurgauische Hypothekenbank	41,050	399,150
12	Graubündner Kantonalbank	59,100	16,350
13	Kantonal-Spar- und Leih-Kasse Luzern	69,350	15,850
14	Banque du commerce	2,322,750	3,193,750
15	Appenzell A./Rh. Kantonalbank	32,650	100
16	Bank in Zürich	1,175,450	146,850
17	Bank in Basel	1,060,900	1,521,750
18	Bank in Luzern	147,700	13,200
19	Banque de Genève	679,100	1,037,100
20	Crédit Gruyérien	3,050	9,450
21	Zürcher Kantonalbank	2,062,100	1,263,550
22	Bank in Schaffhausen	19,850	—
23	Banque cantonale fribourgeoise	7,350	—
24	Caisse d'amortissement de la dette publique	7,750	5,650
25	Banque cantonale vaudoise	1,002,200	431,000
26	Ersparniskasse des Kantons Uri	3,300	3,800
27	Kantonale Spar- und Leihkasse von Nidwalden	3,350	100
28	Banque populaire de la Gruyère	1,900	2,250
29	Banque cantonale neuchâteloise	120,800	221,550
30	Banque commerciale neuchâteloise	278,200	562,800
31	Schaffhauser Kantonalbank	4,400	54,200
32	Glärner Kantonalbank	9,350	—
33	Solothurner Kantonalbank	197,100	192,450
34	Obwaldner Kantonalbank	1,200	750
35	Kantonalbank Schwyz	—	29,900
	Total	10,973,150	10,973,150
	Monat April 1890	14,034,600	14,034,600
	Monat März 1890	15,141,400	15,141,400
	Monat Februar 1890	13,789,000	13,789,000
	Monat Januar 1890	4,829,600	4,829,600
	Durchschnitt des II. Semesters 1889 Moyenne du II ^e semestre 1889	7,032,500	7,032,500

Wochensituation der schweizerischen Emissionsbanken (inkl. Zweiganstalten) vom 21. Juni 1890.
Situation hebdomadaire des banques d'émission suisses (y compris les succursales) du 21 juin 1890.

Nr.	Firma Raison sociale	Noten — Billets		Gesetzliche Baarschaft, inbegriffen das Guthaben bei der Centralstelle Espèces ayant cours légal, y compris l'avoir au Bureau central			Noten anderer schweiz. Emissionsbanken		Uebrig Kassabestände		Total	
		Emission	Circulation	Gesetzliche Notendek. 40 o/o der Zirkulation Couverture légale 40 o/o de la circulation	Frei verfügbarer Theil Partie disponible	Fr.	Ct.	Billets d'autres banques d'émission suisses	Autres valeurs en caisse			
1	St. Gallische Kantonalbank, St. Gallen . . .	9,480,000	9,460,150	3,784,060	1,202,449	85	1,004,500	111,679	85	6,102,689	70	
2	Basellandschaftl. Kantonalbank, Liestal . . .	1,500,000	1,472,600	589,040	218,075	—	43,050	9,969	05	860,134	05	
3	Kantonalbank von Bern, Bern . . .	10,000,000	9,429,800	3,771,920	1,429,868	05	1,235,350	127,569	19	6,594,207	21	
4	Banca cantonale ticinese, Bellinzona . . .	2,000,000	1,979,500	791,800	131,021	70	153,100	106,536	59	1,182,503	20	
5	Bank in St. Gallen, St. Gallen . . .	9,000,000	8,639,550	3,479,940	845,153	05	1,014,050	49,547	63	5,388,690	63	
6	Crédit agr. et ind. de la Broye, Estavayer . . .	800,000	796,600	318,640	34,745	—	22,050	2,652	48	378,087	48	
7	Thurg. Kantonalbank, Weinfelden . . .	1,500,000	1,484,450	593,733	344,163	75	92,650	20,117	73	1,050,711	48	
8	Aargauische Bank, Aarau . . .	4,000,000	3,857,900	1,543,160	563,830	84	273,150	175,466	36	2,552,607	20	
9	Toggenburger Bank, Lichtensteig . . .	1,000,000	977,400	390,960	72,531	94	154,800	73,251	21	691,543	15	
10	Banca della Svizzera italiana, Lugano . . .	2,000,000	1,953,500	781,520	399,637	45	125,150	116,903	15	1,423,110	60	
11	Thurgauische Hypothekenbank, Frauenfeld . . .	1,000,000	988,650	395,460	348,027	15	67,450	61,292	55	872,229	70	
12	Graubündner Kantonalbank, Chur . . .	3,000,000	2,996,750	1,193,700	455,403	10	203,600	13,637	48	1,876,390	58	
13	Kantonale Spar- und Leihkasse, Luzern . . .	2,000,000	1,962,500	785,000	201,875	—	284,300	21,182	42	1,291,857	42	
14	Banque du Commerce, Genève . . .	20,000,000	16,393,450	6,557,380	2,509,936	60	882,950	115,954	55	8,507,271	15	
15	Appenzell A./Rh. Kantonalbank, Herisau . . .	3,000,000	3,000,000	1,200,000	240,682	29	75,400	3,351	56	1,519,433	85	
16	Bank in Zürich, Zürich . . .	12,000,000	11,761,450	4,701,580	524,703	01	106,600	3,888	78	5,639,771	79	
17	Bank in Basel, Basel . . .	17,000,000	15,324,650	6,129,860	1,651,495	—	2,596,800	10,499	43	10,338,654	43	
18	Bank in Luzern, Luzern . . .	4,000,000	3,963,350	1,555,310	444,067	91	264,800	60,589	04	2,355,096	95	
19	Banque de Genève, Genève . . .	5,000,000	4,127,350	1,650,940	443,530	30	219,500	60,005	50	2,373,975	80	
20	Crédit Gruyérien, Bulle . . .	300,000	295,750	118,300	63,635	—	59,600	6,614	33	248,179	33	
21	Zürcher Kantonalbank, Zürich . . .	20,650,000	18,642,450	7,456,980	5,221,929	70	297,950	207,616	31	13,184,476	04	
22	Bank in Schaffhausen, Schaffhausen . . .	1,425,000	1,423,950	593,180	85,458	69	52,450	26,729	75	757,818	44	
23	Banque cantonale fribourgeoise, Fribourg . . .	1,000,000	982,150	392,860	154,015	—	281,400	6,932	70	835,207	70	
24	Caisse d'amort. de la dette publique, Fribourg . . .	1,500,000	1,462,300	584,920	56,405	—	189,850	7,320	—	838,395	—	
25	Banque cantonale vaudoise, Lausanne . . .	10,000,000	8,681,750	3,472,700	941,442	43	1,579,500	214,344	32	6,207,936	75	
27	Ersparnißkasse des Kantons Uri, Altorf . . .	500,000	494,100	197,640	13,235	—	900	4,653	46	216,428	46	
28	Kant. Spar- und Leihkasse v. Nidw., Stans . . .	500,000	492,200	196,880	40,705	—	550	4,940	51	243,075	51	
29	Banque populaire de la Gruyère, Bulle . . .	300,000	291,650	116,660	36,165	—	89,150	3,422	69	195,697	69	
30	Banque cantonale neuchâteloise, Neuchâtel . . .	3,000,000	2,728,200	1,091,280	312,331	60	510,600	18,204	44	1,932,416	04	
31	Banq. commerciale neuchâteloise, Neuchâtel . . .	3,500,000	3,022,300	1,208,920	430,698	05	610,200	88,703	66	2,333,621	71	
32	Schaffhauser Kantonalbank, Schaffhausen . . .	1,480,350	1,480,350	592,140	170,269	51	213,250	40,930	27	1,016,589	78	
33	Glärner Kantonalbank, Glarus . . .	1,500,000	1,496,400	598,560	429,135	—	55,250	11,090	40	1,094,035	40	
34	Solothurner Kantonalbank, Solothurn . . .	4,000,000	3,909,200	1,563,680	593,077	13	275,950	47,709	01	2,480,416	14	
35	Obwaldner Kantonalbank, Sarnen . . .	500,000	494,850	197,940	28,025	—	15,700	5,318	58	246,983	58	
36	Kantonalbank Schwyz . . .	500,000	499,900	199,960	41,270	—	2,950	5,091	99	249,271	99	
Stand am 14. Juni 1890		158,995,350	147,086,700	58,834,680	19,416,244	10	18,039,500	1,844,047	—	93,184,471	10	
Etat au 14 juin 1890		158,998,550	147,147,500	58,859,000	19,542,710	—	12,225,200	1,974,488	56	92,601,398	56	
		— 3,200	— 60,800	— 24,320	— 126,465	90	— 814,300	— 130,441	56	— 533,072	54	
Waren in Abschreibung von		Fr. 1000	Fr. 9,953,000	Ausgewiesene Circulation	Fr. 147,086,700	—	Noten in Händen Dritter	Fr. 134,047,200	—	Gold - Or	Fr. 59,856,955	—
Dont en		" 500	" 15,718,000	Circulation accusée . . .	" 13,039,500	—	Billets en mains de tiers	" 78,250,924. 10	—	Silber - Argent	" 18,393,969. 10	—
coupages de		" 100	" 55,476,300	Noten in Kasse der Banken	" 13,039,500	—	Gesetzliche Baarschaft . .	" 78,250,924. 10	—	Gesetzliche Baarschaft . .	" 78,250,924. 10	—
		" 50	" 35,939,400	Billets chez les banques	" 13,039,500	—	Repeses légales en caisse	" 78,250,924. 10	—	Repeses légales en caisse	" 78,250,924. 10	—
		Fr. 147,086,700	Fr. 147,086,700	Noten in Händen Dritter	Fr. 134,047,200	—	Ungedekte Circulation . .	Fr. 55,796,275. 90	—	Ungedekte Circulation . .	Fr. 55,796,275. 90	—
				Billets en mains de tiers	Fr. 134,922,300	—	Circulation non couverte	Fr. 56,520,590	—	Circulation non couverte	Fr. 56,520,590	—
Stand am 14. Juni 1890												
Etat au 14 juin 1890												

Spezieller Ausweis der schweiz. Emissionsbanken (inclusive Zweiganstalten) mit beschränktem Geschäftsbetrieb.
Etat spécial des banques d'émission suisses (y compris les succursales) avec opérations restreintes.

(Artikel 15 und 16 des Gesetzes.) (Articles 15 et 16 de la loi.)

Vom 21. Juni 1890. — Du 21 juin 1890.

Nr.	Firma Raison sociale	Noten-Emission Emission	Notendekung nach Art. 15 des Gesetzes. — Couverture suivant l'article 15 de la loi.							Total
			Noten anderer schweizerischer Emissionsbanken	Checks, innert 8 Tagen fällige Depots u. Kassascheine von Banken	Innert 4 Monaten fällige — Echéant dans les 4 mois			Schweiz. Staatskassascheine, Obligationen und Coupons		
					Schweizer Wechsel Effekte sur la Suisse	Ausland-Wechsel Effekte sur l'étranger	Lombard-Wechsel Avances sur nantissement			
5	Bank in St. Gallen	9,000,000	1,014,050	— —	4,633,502. 78	462,146. 70	2,688,640. —	— —	8,793,339. 48	
14	Banque du Commerce à Genève	20,000,000	882,950	43,309. 80	8,671,292. 10	— —	4,914,600. —	300,000. —	14,812,151. 90	
16	Bank in Zürich	12,000,000	106,600	— —	3,936,291. 14	11,352. 80	7,780,684. 40	— —	11,834,928. 34	
17	Bank in Basel	17,000,000	2,596,800	— —	6,817,542. 35	349,684. 85	7,361,025. —	— —	17,125,052. 20	
19	Banque de Genève	5,000,000	212,500	— —	9,073,035. 20	120,089. 75	1,155,637. 80	505,000. —	11,103,262. 75	
31	Banque commerciale neuchâtoise	3,500,000	610,200	— —	4,261,410. 09	25,940. —	340,355. —	— —	5,237,905. 09	
Stand am 14. Juni 1890		66,500,000	5,430,100	43,309. 80	37,393,073. 66	969,214. 10	24,270,942. 20	805,000. —	63,911,639. 76	
Etat au 14 juin 1890		66,500,000	5,272,350	165,300. —	33,691,516. 05	917,797. 55	23,929,029. —	805,000. —	69,780,932. 60	
		—	+ 157,750	— 121,990. 20	— 1,298,442. 89	+ 51,416. 55	+ 341,913. 20	— —	— 869,352. 84	

Nr.	Firma Raison sociale	Gesetzliche Baarschaft Espèces ayant cours légal	Notendekung n. Art. 15 des Gesetzes Couverture d. billets enfr. art. 15 de la loi	Uebrig kurzfristige dispon. Guthaben Autres créances disponibles à court échéance	Total	Passiven — Passif			
						Noten- Zirkulation Billets en circulation	In längst. 8 Tagen zahlbare Schulden Engagements échéant dans les huit jours	Wechsel- Schulden Engagements sur effets de change	Total
5	Bank in St. Gallen	4,825,093. 05	8,793,339. 48	1,333,997. 33	14,457,429. 86	8,699,950	1,729,157. 42	163,000. —	10,592,007. 42
14	Banque du Commerce à Genève	7,508,366. 60	14,812,151. 90	50,969. 25	22,371,487. 75	16,393,450	3,630,487. 45	— —	20,023,937. 45
16	Bank in Zürich	5,629,283. 01	11,834,928. 34	822,494. 34	18,186,705. 69	11,761,450	604,450. 81	— —	12,865,900. 81
17	Bank in Basel	7,781,355. —	17,125,052. 20	1,363,529. 54	26,270,236. 74	15,324,650	5,487,654. 81	— —	20,812,304. 81
19	Banque de Genève	2,094,470. 80	11,103,262. 75	— —	13,197,733. 05	4,127,350	455,700. 90	— —	4,583,050. 90
31	Banque commerciale neuchâtoise	1,689,618. 05	5,237,905. 09	85,163. 91	6,912,687. 05	3,022,300	271,619. 57	— —	3,293,919. 57
Stand am 14. Juni 1890		*28,878,186. 01	63,911,639. 76	3,606,454. 37	101,396,280. 14	59,329,050	12,179,070. 46	163,000. —	71,671,120. 46
Etat au 14 juin 1890		28,815,276. 01	63,780,932. 60	4,353,883. 49	102,950,152. 10	59,319,050	13,376,706. 67	163,000. —	73,358,756. 67
		+ 62,910. —	— 869,352. 84	— 747,429. 12	— 1,553,871. 96	— 490,000	— 1,197,636. 21	— —	— 1,687,636. 21

* Ohne Fr. 21,095. 66 Scheidemünzen und nicht tarifirte fremde Münzen.

* Sans fr. 21,095. 66 monnaies d'appoint et monnaies étrangères non tarifées.

Diskonto am 21. Juni 1890 in Basel, Bern, Genf, Lausanne, St. Gallen und Zürich 3 1/2 %.

Escompte le 21 juin 1890 à Bâle, Berne, Genève, Lausanne, St-Gall et Zurich 3 1/2 %.

Sächsische Vieh-Versicherungs-Bank in Dresden.

Aktiva.

Bilanz für das Rechnungsjahr vom 1. Januar 1889 bis 31. Dezember 1889.

Passiva.

Mark.	Pf.	Mark.	Pf.		Mark.	Pf.	Mark.	Pf.
66,000	—	22,142	99	Forderungen an die Zeichner der Bankschuldscheine.	150,000	—	66,000	—
23,073	24	930	25	Sonstige Forderungen:	84,000	—	—	—
24,073	62	—	—	a. Außenstände bei Agenten aus dem Jahre 1889.	205,225	76	—	—
275,567	02	224,391	45	b. Verdiente noch nicht erhobene Zinsen.	36,007	10	241,232	86
—	—	51,175	57	Kassenbestand.	—	—	—	—
—	—	—	—	Kapital-Anlagen:	—	—	—	—
—	—	—	—	a. Werthpapiere nach dem Kurse vom 31. Dezember 1889.	81,870	13	—	—
—	—	—	—	b. Gegen Schuldscheine gestundete Prämien.	28,317	70	—	—
—	—	—	—	Inventar:	7,883	85	—	—
—	—	—	—	a. Möbel und Hausrath inkl. Zugang pro 1889 Buchwerth M. 12,027. 28: abgeschrieben.	34,927	75	—	—
—	—	—	—	b. Drucksachen und Schildervorrath: abgeschrieben.	152,999	43	—	—
—	—	—	—	Organisations-Kosten: abgeschrieben.	71,518	41	—	—
988,713	88	—	—	Bleiben	—	—	81,481	02
—	—	—	—	(B. Nr. 18.)	—	—	388,713	88

Allgemeine Renten-, Kapital- und Lebensversicherungsbank Teutonia in Leipzig.

Aktiva.

Bilanz am 31. Dezember 1889.

Passiva.

Mark.	Pf.		Mark.	Pf.
1,350,000	—	Deposital-Wechsel der Aktionäre.	1,800,000	—
14,333,150	—	Hypotheken-Konto.	367,703	33
967,792	11	Grundstücks-Konto.	26,047	57
5,529	50	Mobilien-Konto.	16,194,589	94
511,665	31	Werthpapiere (Kurswerth am 31. Dezember 1889 M. 521,716. 20).	1,099,994	96
74,006	87	Außenstände.	314,275	86
2,600	—	Ausleihungen gegen Faustpfand auf laufende Rechnung.	24,586	49
1,496,280	28	Ausleihungen auf Versicherungen der Teutonia.	40,714	43
483,068	18	Gewährte Kautions-Darlehen.	—	—
157,625	78	Rückständige Zinsen auf Effekten, Hypotheken u. s. w.	—	—
58,784	14	Guthaben bei Banken.	—	—
338,607	78	Guthaben bei Agenten.	—	—
1,120,850	42	Gestundete Prämien.	—	—
26,375	96	Baare Kasse.	—	—
20,926,336	33		—	—

(B. Nr. 19)

Allgemeine Renten-, Kapital- und Lebensversicherungsbank Teutonia.

Der Vorstand.

Dr. Messerschmidt. Georgi. Ruppert.

Bekanntmachungen. — Avis. — Avvisi.

Post. Leitung der Korrespondenzen nach Konstantinopel. Zur Zeit bestehen folgende wöchentliche Verbindungen zwischen Wien und Konstantinopel durch Vermittlung der Orient-Expressezüge, nämlich: 1) ab Wien jeden Montag 8 Uhr 23 Abends; an Konstantinopel jeden Mittwoch 4 Uhr Nachm. via Belgrad-Nisch; 2) ab Wien jeden Donnerstag 8 Uhr 23 Abends; an Konstantinopel jeden Samstag 4 Uhr Nachm. via Belgrad-Nisch; 3) ab Wien jeden Freitag 9 Uhr 15 Abends; an Konstantinopel jeden Montag 8 Uhr Morgens via Bukarest-Varna.

Die Korrespondenzen aus der Schweiz nach Konstantinopel sind daher alltäglich an die Bahnpost Basel-Buchs zu leiten, resp. den Sendungen an die Bahnpost Nr. 15, Innsbruck-Wien, beizuschließen.

Außerdem bestehen folgende letzte Beförderungs-Gelegenheiten: 1) ab Basel jeden Sonntag, Mittwoch und Donnerstag um 6 Uhr 10 Abends, Leitung an die Bahnpost: Bretten-Friedrichshafen, Zug 1; 2) ab Romanshorn jeden Sonntag, Mittwoch und Donnerstag um 9 Uhr 15 Abends, Leitung an die Bahnpost: Lindau-Augsburg IV; 3) ab Rorschach jeden Sonntag, Mittwoch und Donnerstag um 9 Uhr 30 Abends, Leitung an die Bahnpost: Lindau-Augsburg IV.

Postes. Acheminement des correspondances pour Constantinople. Les trains express d'Orient circulent actuellement comme suit entre Vienne et Constantinople: 1^o de Vienne, tous les lundis, à 8 heures 23 du soir; à Constantinople, le mercredi, à 4 h. de l'après-midi, via Belgrade-Nisch; 2^o de Vienne, tous les jeudis, à 8 h. 23 du soir; à Constantinople, le samedi, à 4 h. de l'après-midi, via Belgrade-Nisch; 3^o de Vienne, tous les vendredis, à 9 h. 15 du soir; à Constantinople, le lundi à 8 h. du matin, via Bucarest-Varna.

En conséquence, les correspondances à destination de Constantinople doivent être dirigées, chaque jour, sur l'ambulant Bâle-Buchs, ou être comprises dans les dépêches adressées au bureau ambulant autrichien n^o 15, Innsbruck-Vienne.

En outre, les voies suivantes peuvent être utilisées avantageusement pour l'expédition des correspondances consignées à la dernière heure à destination de Constantinople: 1^o de Bâle, tous les dimanches, mercredis et jeudis, à 6 h. 10 du soir, à acheminer sur l'ambulant: Bretten-Friedrichshafen, train 1; 2^o de Romanshorn, tous les dimanches, mercredis et jeudis, à 9 h. 15 du soir, à acheminer sur l'ambulant: Lindau-Augsburg IV; 3^o de Rorschach, tous les dimanches, mercredis et jeudis, à 9 h. 30 du soir, à acheminer sur l'ambulant: Lindau-Augsburg IV.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle.

Zollwesen. — Douanes.

Vereinigte Staaten von Amerika. Repräsentantenhaus und Senat haben einen Gesetzentwurf angenommen, durch welchen Kammgarnstoffe (worsted cloths), gleichviel weicher Bezeichnung, in Bezug auf die Eingangsverzo und den übrigen Wollenstoffen (Zollsatz 35 Cents für das Pfund und 35 % vom Werth) gleichgestellt werden.

Nach der „New-Yorker Handelszeitung“ vom 17. Mai d. J. hat dieser Gesetzentwurf durch die Unterschrift des Präsidenten Gesetzeskraft erhalten. Die unlängst von

der Supreme court getroffene Entscheidung, wonach Kammgarnstoffe einen Eingangszoll von 18 Cents für das Pfund und 35 % vom Werth unterliegen, ist dadurch hinfällig geworden.

Verschiedenes. — Divers.

Situation de la Banque d'Angleterre.

	12 juin.	19 juin.	12 juin.	19 juin.
Encaisse métall.	13,608,831	13,470,434	Billets émis.	38,983,415
Réserve de billets	12,381,340	12,304,540	Dépôts publics	7,071,620
Effets et avances	21,097,310	23,186,659	Dépôts particuliers	25,193,396
Valeurs publiques	15,505,577	15,505,577		26,667,913

Situation de la Banque nationale de Belgique.

	12 juin.	19 juin.	12 juin.	19 juin.
Encaisse métallique	105,427,637	106,645,664	Circulat. de billets	368,976,460
Portefeuille	296,762,502	296,674,111	Comptes courants	54,998,726

Situation der Deutschen Reichsbank.

	7. Juni.	15. Juni.	7. Juni.	15. Juni.
Metallbestand	876,871,000	833,033,000	Noten-Circulat.	922,740,000
Wechsel-Portef.	461,005,000	431,384,000	Kurzf. Schulden	410,295,000

Situation de la Banque de France.

	12 juin.	19 juin.	12 juin.	19 juin.
Encaisse métall.	2,583,536,295	2,590,790,268	Circulation de billets	3,025,450,040
Portefeuille	510,715,882	525,947,744	Comptes-courants	3,003,571,115

Situation der Niederländischen Bank.

	7. Juni.	14. Juni.	7. Juni.	14. Juni.
Metallbestand	128,886,218	128,926,857	Noten-Circulation	213,482,085
Wechsel Portef.	71,547,137	69,237,294	Conti-Correnti	22,436,566

Situation der Oesterreichisch-Ungarischen Bank.

	7. Juni.	15. Juni.	7. Juni.	15. Juni.
Metallbestand	217,017,595	216,798,517	Noten-Circulation	389,783,860
Wechsel	140,598,060	139,331,829	Kurzfall. Schulden	9,613,044
auf d. Ausland	24,993,742	24,999,135		10,666,655

Die „Mac Kinley Administrativ-Bill“,

d. h. die Bill zur Vereinfachung der auf die Zollerhebung bezüglichen Gesetze.

(Das Gesetz tritt am 1. August d. J. in Kraft.)

Einleitende Bemerkungen. Nachstehend publiziren wir in Nummer 87 unseres Blattes vom 10. d. M. in Aussicht gestellten *Auszug* aus der sog. Mac Kinley Administrativ-Bill. Dieselbe modifizirt einen Theil der gesetzlichen Bestimmungen, welche sich auf die bei Versendung von Waaren aus dem Auslande zu erfüllenden Förmlichkeiten bezogen, und führt eine Anzahl von Neuerungen ein, welche von Seite der schweizerischen Exporthäuser nicht genug beachtet werden können, da, wie weiter angeführt werden soll, eine zum Theil neue Prozedur, verbunden mit einer harten Bestrafung bei allfälligen Gesetzesverletzungen, vorgesehen worden ist. (Hiebei ist zu bemerken, daß der Titel XXXIV der „Revised Statutes“ der Vereinigten Staaten: „Collection of duties upon Import“ — Sektion 2517 bis 3057 — ferner in Kraft bleibt, mit Ausnahme der in Abschnitt 29 des gegenwärtigen Gesetzes erwähnten Sektionen, die ausdrücklich abrogirt worden sind.)

Es ist dieses Gesetz Gegenstand einer lebhaften Opposition in den beteiligten Kreisen gewesen. Viele Importeure glaubten, glauben vielleicht noch, daß die Importation so sehr gehemmt sein wird, daß das Konsignationsgeschäft beinahe eine Unmöglichkeit werden wird. Es ist nicht zu leugnen, daß die Bestimmungen der Artikel betreffend Abschätzungen, sowie das Verfahren in den Fällen über die Abschätzungsstreitigkeiten gegenüber dem bisherigen Verfahren das Konsignationsgeschäft einschränken (aber nur indirekt), und auch den bisherigen Rechtszustand hinsichtlich der Rekurse abändern. Es wird daher nötig sein, daß die Exporteure sich mit den Bestimmungen des Gesetzes, namentlich der Abschnitte 7, 11, 13, 14, 15, vertraut machen und denselben gemäß verfahren. Die loyale Importation aber wird voraussichtlich nicht wesentlich beeinträchtigt werden; derselben werden auch gewisse Bestimmungen des Gesetzes zu Gute kommen, welche selbst nach Ansicht der Feinde des Gesetzes, im Interesse der Geschäftswelt die Verhältnisse präziser als die bisherige Gesetzgebung normiren.

Eigenthümer der Waare.

Nach Abschnitt 1 dieses Gesetzes wird als Eigenthümer einer vom Auslande nach den Vereinigten Staaten importirten Waare diejenige Person betrachtet, an welche sie adressirt ist — möge dieselbe wirklich Eigenthümer, Konsignatär, Agent sein. Zweck dieser Rechtsfiktio ist, den Waarempfänger für die Fehler oder Versehen der ausländischen Exporteure verantwortlich machen zu können.

Versendung von Waaren.

Bei Versendung der Waare hat der Versender eine Faktura auszustellen, in welcher er genau den Werth der zu exportirenden Waare nach dem am Orte ihrer Herstellung landestüblichen Gelde anzugeben hat, oder falls die Waare gekauft worden, mit Angabe der für die fragliche Waare wirklich bezahlten Summe, und zwar in derjenigen Geldsorte, welche am Verkaufsorte die landestübliche ist.

Die Faktura ist von Seite des amerikanischen Konsularagenten des Ortes zu beglaubigen, wo die Waare *hergestellt oder gekauft* worden ist. Dieser Faktura hat der Versender eine Erklärung beizulegen, derzufolge diese Faktura richtig und wahrheitsgetreu gewesen. Hat der Versender die Waare durch Kauf erworben, so hat er in dieser Erklärung die Namen seines Verkäufers, den Ort und das Datum des Verkaufs, den Werth der Waare und die Höhe der entstandenen Unkosten anzugeben. In der Faktura darf kein anderer Discont, Zollrabatt oder Prämie angeführt werden, als tatsächlich die Waare erlaubt. Ist dagegen die Waare anders als durch Kauf erworben, d. h. wird dieselbe vom Hersteller versandt, so hat Letzterer den wirklichen Marktpreis oder Engrospreis derselben zur Zeit der Ausfuhr auf den Hauptplätzen des Landes, aus welchen die Waare exportirt, anzugeben. Das Gesetz bemerkt, daß der „wirkliche Marktpreis“ der Preis ist, welchen der Versender bereit wäre, für Ueberlassung der Waare an gros entgegenzunehmen. Die Faktura soll auch die Unkosten und die Quantität der Waare angeben. Es darf keine andere Faktura für die betreffende Sendung ausgestellt werden, d. h. die betreffende darf nicht eine „Scheinfaktura“ sein (Abschnitt 3).

Empfang der Waare.

Nach dem 4. Abschnitt darf (mit Ausnahme der persönlichen Reise-Effekten) keine Sendung im Werthe von mehr als 100 Dollars ohne Beibringung einer Faktura, nebst Erklärung (wie dies in den vorstehenden Abschnitten vorgesehen), zur zollamtlichen Behandlung gelangen, es sei denn, daß der Empfänger die Gründe der Nichtbeibringung dieser Erklärung angebe, und zwar mittelst einer eidlichen Erklärung (affidavit), welche in Form einer Faktura auszufertigen ist und den wirklichen Kostenpreis oder den wirklichen Marktpreis der betreffenden Waare angibt.

Bei der zollamtlichen Behandlung der fraglichen Sendung hat der Empfänger, je nachdem er erstens Konsignator oder Agent, zweitens Eigenthümer von wirklich von ihm gekauften Waaren, drittens Fabrikant oder Eigenthümer in Fällen, in denen die Waare nicht wirklich gekauft worden, eine der drei im Abschnitt 5 vorgesehenen Deklarationen vor dem Zollkollektor oder vor dem Notar auszustellen und an Eidstücken zu unterschreiben. Dieses Verfahren gestattet dem Empfänger, nicht persönlich erscheinen zu müssen, um — wie unter der Herrschaft des gegenwärtigen Gesetzes — den vorgesehenen Eid zu leisten. In den fraglichen Erklärungen ist die Richtigkeit der in der Faktura und der Erklärung des Versenders enthaltenen Angaben über den wirklichen Marktpreis oder den Kaufpreis, sowie über das Nichtvorhandensein anderer Fakturen zu bezeugen.

Abschätzung der Waaren (im Allgemeinen).

Obgleich der erste Abschnitt dieses Gesetzes den Konsignator dem Eigenthümer, was die Verantwortlichkeit dem Gesetze gegenüber betrifft, gleichstellt, so macht der 7. Abschnitt des Gesetzes bei Behandlung der Fälle, wo Unterschätzungen seitens des Versenders stattgefunden haben, einen Unterschied zwischen Empfängern, welche die Waare durch Kauf wirklich erworben und Eigenthümer sind, und solchen, welche nur Konsignatäre, Agenten u. dgl. sind. Erstere sind berechtigt, bei Anbringung ihres Antrages auf zollamtliche Behandlung — aber nicht später — den deklarierten Werth der Faktura zu erhöhen, d. h. eine Verzollung der Waaren nach einem höhern als dem fakturirten Werthe zu beantragen.

Dieses Recht, welches den Eigenthümern gestattet, den Folgen der seitens des Versenders begangenen Fehler (beispielsweise in den Fällen größerer Schwankungen des Marktpreises oder Gesetzesverletzungen) zu entgehen, steht den Waarempfängern, welche die Waare nicht wirklich gekauft haben, nicht zu. Solchen Waarempfängern gegenüber bleibt die Faktura maßgebend und diese hat zur Beurtheilung der Frage, ob eine Unterbewertung stattgefunden, als Grundlage zu dienen.

Dies ist dem bisherigen Rechtszustand gegenüber eine Neuerung, welche die Versender zur größten Sorgfalt bei Aufstellung der Fakturen veranlassen muß, und voraussichtlich auch die Folge haben wird, daß eine gleiche Anzahl gleichwerthiger in New-York ankommender Waaren höher als bisher fakturirt sein werden, mithin zur erhöhten Verzollung gelangen werden.

Bussen und Strafen.

Der Zollkollektor hat, nach Abschnitt 7, dafür Sorge zu tragen, daß der wirkliche Marktpreis der Waare oder der Engrospreis derselben als Grundlage für die Verzollung ad valorem diene. Uebersteigt der von dem Zollkollektor abgeschätzte Werth den in der Faktura angegebenen Werth um mehr als 10%, so soll für die betreffende Waare, „außer der gesetzlich darauf ruhenden Zollgebühr noch ein weiterer Betrag, gleich 2% des abgeschätzten Totalwerthes für je 1%, um welchen der abgeschätzte Werth den in der ZolldeklARATION angegebenen Werth übersteigt, erhoben werden“. Also bei Unterschätzung von 12% wäre der Empfänger mit einer Strafe von 24% des abgeschätzten Werthes zu belegen.

Uebersteigt die Unterschätzung 40%, so kann die Unterschätzung als eine muthmaßlich betrügerische betrachtet werden; der Kollektor darf die Waare mit Beschlag

belegen und ein Verfahren einleiten, wie in Fällen von Beschlagnahme wegen Verletzung des Zollgesetzes. Im letztern Verfahren hat der Angeschuldigte den Beweis zu liefern, daß er, resp. der Versender, nicht in betrügerischer Absicht gehandelt habe. Gegenstand der Beschlagnahme ist der Gesamtmehrwert der betreffenden Waaren-Colli, in welchen die über 40% unterschätzte Waare versendet wurde (Abschnitt 7).

Ist wirklich Betrug vorhanden gewesen, indem Waaren auf Grund falscher Fakturen, schriftlicher oder mündlicher Angaben, Affidavits etc. eingeführt worden sind oder indem der Versuch hiezu gemacht worden ist, so ist das die Waare enthaltende Waaren-Collo mit Beschlag zu belegen, und der Schuldige bis zu einer Strafe von 5000 Dollars und zwei Jahren Zuchthaus zu verurtheilen (Abschnitt 9).

Konsignation.

Der 8. Abschnitt sieht die Fälle vor, in welchen Waaren von Fabrikanten oder von ausländischen Exporteuren (nicht Fabrikanten) nach den Vereinigten Staaten zum Zwecke des Verkaufes versendet werden.

Fabrikanten haben in Vervollständigung der im Abschnitt 2 vorgesehenen Schriftstücke (Faktura und Erklärung) in drei Exemplaren eine Bescheinigung betreffs der Herstellungskosten der bezüglichen Waare unterbreiten zu lassen, in welcher alle Kostenelemente, wie solche nach Abschnitt 8 des Gesetzes vorgesehen sind, inbegriffen sein sollen. Der Nichtfabrikant (Exporteur im engeren Sinne) hat ebenfalls in drei Exemplaren eine Deklaration eidlich auszustellen, aus welcher zu ersehen, daß die Waare für ihn gekauft, sowie die Zeit — wann, der Ort — wo, die Person von welcher die Waare gekauft worden, und ferner der dafür bezahlte Preis.

Diese Bescheinigungen sind im ersten Falle von den Konsularagenten des Konsulatsbezirkes, in welchem die Waare hergestellt ist, im zweiten Falle des Ortes, aus welchem sie importirt worden ist, zu beglaubigen.

Elemente der Abschätzungen.

Die Abschnitte 10 und 11 sehen die Elemente vor, nach welchen die Abschätzung zu erfolgen hat. Die Abschätzer (appraisers) haben mit allen ihnen zu Gebote stehenden Mitteln den wirklichen Marktpreis oder Engrospreis der Waare im Exportlande zur Zeit des Exports zu ermitteln. Ist der wirkliche Marktpreis nicht zu ermitteln, so hat der Appraiser die Produktionskosten der betreffenden Waare zur Zeit des Exports am Herstellungs-orte nach derselben Maßgabe zu ermitteln, welche der Fabrikant, welcher seine Waare in Konsignation versendet, seiner Berechnung zu Grunde zu legen hat, nämlich:

- 1) Kosten des Rohmaterials und der Fabrikation,
- 2) alle mit der Herstellung in Verbindung stehenden Ausgaben,
- 3) alle aus dem Zurechtmachen und der Verpackung der Waare zum Versandt erwachsenden Ausgaben, und
- 4) ein Zuschlag von 8 % auf die auf diese Weise festgestellten Gesamtkosten.

Abschätzer. — General-Appraisers.

Während nach dem bisherigen Gesetze der Schatzamtsekretär die Entscheidung über Zollansätze (Unterschätzungen u. s. w.) hatte, immerhin mit einem Rekurs an die gewöhnlichen Gerichte, so wird nunmehr ein Appraiser-Gericht über Schätzungen, Rate und Beträge der auf importirte Waaren zu erhebenden Zölle zu entscheiden haben. Zu diesem Behufe wird der Präsident der Vereinigten Staaten neun unabhätzbare und unabhängige General Appraisers, wovon nicht mehr als fünf der einen politischen Partei angehören dürfen, zu ernennen haben, denen die Pflicht obliegen wird, für die Klassifizierung und Abschätzung zollpflichtiger Waaren ein uniformes System auszuarbeiten. Drei von diesen Appraisers sollen das Gericht der General-Appraisers bilden.

Dieses Gericht der General-Appraisers wird in juristischer Hinsicht nach zweierlei Richtungen zu entscheiden haben, nämlich:

- A. In Betreff der Abschätzung der Waare selbst,
- B. in Betreff der Klassifizierung der Waare unter die Rubriken des Zollgesetzes, Anwendung des Tarifs etc. (Rate und Beträge der zu erhebenden Zölle).

Das Verfahren wird sich bei der prozessualischen Behandlung wie folgt gestalten:

Ad A. Ist der Zollkollektor mit der Abschätzung der Waare, wie eine solche von dem Abschätzer des Empfangsortes gemacht worden, nicht einverstanden, so kann er eine Wiederabschätzung durch einen General-Appraiser beantragen.

Der Empfänger der Waare, welcher mit der Abschätzung derselben nicht einverstanden ist, kann ebenfalls eine Wiederabschätzung beantragen. Zu diesem Behufe hat er innerhalb zwei Tagen davon dem Kollektor Mittheilung zu machen; auf diese Reklamation hin hat der Kollektor sofort eine Wiederabschätzung der betreffenden Waare durch einen General-Appraiser zu veranlassen.

Die von dem General-Appraiser, in den Fällen wo die Wiederabschätzung entweder von dem Kollektor oder von dem Empfänger der Waare beantragt worden ist, vorgenommene Abschätzung soll eine endgültige und bindende sein, sofern nicht der Empfänger der Waare innerhalb zwei Tagen oder der Zollkollektor wiederum sich nicht einverstanden erklärt und eine Entscheidung durch das neu kreirte Gericht der drei General-Appraisers beantragt. Letzteres hat die Abschätzung endgültig zu prüfen und darüber zu entscheiden.

Ad B. Die Entscheidung in Betreff der Rate und des Betrages des zu erhebenden Zolles sind vom Zollkollektor zu treffen. Gegen seine Entscheidungen kann der Empfänger der Waare innerhalb zehn Tagen nach, aber nicht vor Feststellung und Liquidation der Zölle Protest erheben. Zu diesem Behufe hat er in einer an den Zollkollektor zu richtenden Eingabe deutlich und mit Spezifizierung jeder Zolldienlichkeit die Gründe für seinen Einwand auseinander zu setzen. Der Zollkollektor seinerseits hat die ZolldeklARATION und alle auf die Angelegenheit bezüglichen Schriftstücke dem Gericht der General-Appraisers zu unterbreiten, welches den Fall prüfen und entscheiden soll. Gegen die Entscheidung des Gerichts der General-Appraisers, hinsichtlich der Auslegung des Gesetzes und der Fakten und sofern sie sich auf die Rate und den Betrag der auf importirte Waare zu erhebenden Zölle bezieht, ist — nach Abschnitt 15 des Gesetzes — eine Berufung an das Bundeskreisgericht (Circuit Court of the U.-S.) innerhalb 30 Tage zulässig. Bei Einreichung einer derartigen Appellation ist im Bureau des Clerks des zuständigen Gerichtes eine Eingabe der beanstandeten gesetzlichen Irrthümer zu Protokoll zu geben, worauf der in Frage kommende Appraiser, unter Kenntnissgabe der Einsprüche, veranlaßt werden soll, dieses Beweisaufnahme dem Gerichte vorzulegen. Innerhalb 20 Tagen nach Einreichung dieses Berichtes kann das Gericht die weitere Prüfung des Falles einem der General-Appraisers als Gerichtsbeamten überweisen und weiteres bezügliches Material einsammeln. Der von demselben innerhalb 60 Tagen einzureichende Bericht soll das Protokoll bilden, über welches das Circuit Court zu entscheiden hat. Der Befehl der Circuit Court soll ein endgültiger sein, außer wenn das in Rede stehende Gericht der Ansicht ist, daß die involvirte Frage von solcher Wichtigkeit ist, daß eine Revision der betreffenden Entscheidung durch die Supreme Court der Vereinigten Staaten nothwendig ist.

Es ergibt sich hieraus, daß bei Streitigkeiten über den Werth einer abgeschätzten Waare das Appraiser Gericht, ein neu gebildetes Zollverwaltungsgericht, die oberste Instanz bildet, daß dagegen in Streitigkeiten betreffend die Rate und den Betrag der auf importirte Waaren zu erhebenden Zölle die Interessirten an das Bundesbezirksgericht, eventuell in gewissen Fällen an die Supreme Court appelliren können.

Eide, Skripturen.

Der Abschnitt 16 ermächtigt die General Appraisers, Eide abzunehmen, resp. die Leistung von Eiden zu beantragen; der folgende Abschnitt bestätigt die bisherige Gesetzgebung, derzufolge die Empfänger der Waare unter Strafe verpflichtet sind, auf Verlangen die ihnen vorgelegten Fragen zu beantworten und Schriftstücke auszuliefern.

Abschnitt 18 bezieht sich auf die Aufbewahrung der Protokolle, der Entscheidungen des Appraiser Gerichtes, sowie der anzulegenden Sammlungen von Waarenmustern,

welche den Entscheidungen über Waarenschätzungen zu Grunde zu legen sind. Diese Waarenproben und Entscheidungen sollen den interessierten Kreisen zugänglich gemacht werden.

Emballage der Waare.

Nach einer früheren Entscheidung der Supreme Court waren die Emballagen der importierten Güter, welche einen Zoll ad valorem zu entrichten haben, zollfrei erklärt worden und der Fiskus verurtheilt worden, alle inzwischen erhobenen Zölle den Betroffenen zurückzuerstatten. Das neue Gesetz bestimmt im Abschnitt 19, daß bei Berechnung des Zolles auf Waaren, welche einem Zolle ad valorem unterworfen sind, der wirkliche Marktwert oder Engrospreis der Waare selbst zu Grunde zu legen ist, einschließlich des Werthes aller Cartons, Schachteln, Körbe, Kisten, Säcke oder sonstiger Emballage jeder Art und aller Kosten und Abgaben, wie sie aus dem Zurechtmachen und der Verpackung der Waaren für den Transport erwachsen mögen. Und wenn die Emballage, vermöge ihrer Natur oder Form, geeignet wäre, zu anderen Zwecken als zu Transport und Verpackung verwendet zu werden, so ist dieses Verpackungsmaterial zu der Rate zu verzollen, welcher es unterliegen würde, falls es separat importirt worden wäre.

Abschnitt 20 bestimmt, daß die Waare innerhalb von drei Jahren in den Speichern verbleiben und erst dann verzollt werden kann oder einem Zollzuschlag unterworfen werde, wie dies vorher (10%) der Fall war.

Abschnitt 21 bezieht sich auf die Fälle von Revindikation von Seiten Dritter, von Waaren die mit Beschlag belegt sind: der Kläger hat den Beweis seiner Rechte zu liefern.

Im Abschnitt 22 werden eine Anzahl von Gebühren, welche bisher die Waarenempfänger während dem Zollabfertigungsverfahren zu entrichten hatten, abgeschafft. Diese Kosten, gewisse Gebühren, welche die Zollbeamten bezogen, werden nunmehr dem Fiskus zur Last fallen.

Es soll, nach Artikel 23, kein Zollnachlaß für während des Transports beschäftigte Waare gewährt werden; der Importeur jedoch kann der Bundesregierung die beschäftigten Waaren ganz oder theilweise überlassen.

Durch Abschnitt 24 wird der Finanzminister ermächtigt, aus allgemeinen Fonds die Beträge zurückzuerstatten, welche die Importeure in Folge eines Fehlers irgend welcher Art etwa bezahlt hatten; Klagen der Waarenempfänger sind, nach Abschnitt 25, künftighin nicht mehr wie bisher, gegen den in Frage kommenden Zollbeamten, sondern gegen den Fiskus zu erheben.

Die Abschnitte 26 und 27 bedrohen mit Strafen bis 2000 Dollars und zwei Jahren Zuchthaus die Empfänger von Waaren, welche Zollbeamte bestochen oder zu bestechen versuchen, sowie mit Strafen bis 5000 Dollars und zwei Jahren Zuchthaus Zollbeamte, welche sich bestechen lassen. Die Bestimmungen des Abschnittes 26 beziehen sich nicht allein auf die kaufmännischen Waarenempfänger, sondern ebenfalls auch auf Reisende hinsichtlich ihres Gepäcks.

Abschnitt 28 ordnet an, daß Transitgüter dem Zollkollektor zur Aufbewahrung kostenfrei übergeben werden können.

Abschnitt 29 zählt diejenigen gesetzlichen Bestimmungen auf, deren Aufhebung durch die Einführung dieses Gesetzes statuiert worden ist.

Insertionspreis:

Die halbe Spaltenbreite 25 Cts.,
die ganze Spaltenbreite 50 Cts. per Zeile.

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Prix d'insertion:

25 cts. la petite ligne,
50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne.

Gotthardbahn.

Einladung zur Generalversammlung.

Die Herren Aktionäre der Gotthardbahn, beziehungsweise die hohen Regierungen der schweizerischen Kantone, welche sich zur Verabreichung von Subventionen für die Gotthardbahn-Unternehmung verpflichtet haben, werden anmit zu der achtzehnten **ordentlichen Generalversammlung**, welche **Montag den 30. Juni d. J., Vormittags 10 Uhr, im Grossrathssaal in Luzern** stattfinden wird, eingeladen.

Die Verhandlungsgegenstände sind:

- 1) Abnahme des achtzehnten Geschäftsberichtes der Direktion und des Verwaltungsrathes, sowie der Jahresrechnungen und Bilanz für das Jahr 1889.
- 2) Festsetzung der für das Jahr 1889 zu bezahlenden Dividende.
- 3) Wahl eines Mitgliedes und des Präsidenten des Verwaltungsrathes an Stelle des verstorbenen Herrn Ständerath Oberst Rieter.
- 4) Wahl von drei Mitgliedern und drei Suppleanten der Rechnungsprüfungskommission (Art. 53 der Statuten).

Die Aktionäre, welche der Versammlung beiwohnen oder sich durch andere Aktionäre in derselben vertreten lassen wollen, haben ihre Aktien-titel entweder wenigstens zwei Tage vor dem Versammlungstage bei der Hauptkasse der Gesellschaft in Luzern, oder wenigstens sechs Tage vor dem Versammlungstage bei den unten erwähnten Zahlstellen der Gotthardbahn, oder bei der Deutschen Effekten- und Wechselbank in Frankfurt a. M. und sonstigen von der Direktion zu genehmigenden Bankhäusern niederzulegen, und erhalten dagegen Eintrittskarten zur Generalversammlung.

Den Tit. Regierungen der subventionirenden Kantone werden wir ihre Stimmkarten zukommen lassen.

Die unter Ziffer 1 und 2 der Traktanden erwähnten Vorlagen werden nebst dem Berichte der Rechnungsrevisoren den Tit. Regierungen der subventionirenden Kantone direkt zugestellt werden und den Aktionären vom 23. Juni d. J. an in deutscher und französischer Ausgabe bei den Zahlstellen der Gotthardbahn, nämlich der Hauptkasse der Gesellschaft in **Luzern**, der schweiz. Kreditanstalt in **Zürich**, der Basler Handelsbank und den Bankhäusern **Zahn & C^e** und **R. Kaufmann & C^e** in **Basel**, der Berner Handelsbank in **Bern**, der Aargauischen Bank in **Aarau**, der Bank in **Winterthur**, der Bank in **Schaffhausen**, der Banca Cantonale Ticinese in **Bellinzona**, der Banca della Svizzera Italiana in **Lugano**, dem Bankhause **Pury & C^e** in **Neuenburg**, dem Bankhause **Lombard, Odier & C^e** in **Genf**; ferner bei der Diskonto-Gesellschaft in **Berlin**, dem Bankhause **S. Oppenheim junr. & C^e** und dem A. Schaaffhausen'schen Bankverein in **Köln**, dem Bankhause **M. A. von Rothschild & Söhne** und der Filiale der Bank für Handel und Industrie in **Frankfurt a. M.**, endlich bei der Nationalbank des Königreichs Italien in **Rom**, **Florenz**, **Turin**, **Genua**, **Mailand**, **Venedig**, **Neapel** und **Livorno** zur Verfügung stehen. (M7697 Z)

Luzern, den 22. Mai 1890.

Namens des Verwaltungsrathes der Gotthardbahn,

Der Vize-Präsident: **J. J. Schuster-Burekhardt.**

Der Sekretär: **Schweizer.**

Generalversammlung

der

Berner Tramway-Gesellschaft,

Donnerstag den 26. Juni 1890, Nachmittags 2 Uhr,
im **Kasino**.

Traktanden:

- 1) Bericht über den Stand des Unternehmens.
- 2) Rechnungsablage pro 1889. Bericht der Revisoren.
- 3) Wahl der Rechnungsrevisoren pro 1890.
- 4) Unvorhergesehenes.

Bilanz und Jahresrechnung nebst dem Revisionsbericht liegen zur Einsicht der Aktionäre im Tramway-Bureau auf.

Die Legitimationskarten für den Besuch der Generalversammlung können gegen Vorweisung der Aktien resp. Depotscheine bis Mittwoch den 25. Juni bei Herren **Tschann-Zerleder & C^e** erhoben werden.

Bern, 7. Juni 1890.

(B 4303)

Der Verwaltungsrath.

Zürcher Telephongesellschaft.

Aktiengesellschaft für Elektrotechnik in Zürich.

Die Aktionäre werden hiemit zu der **ordentlichen Generalversammlung** auf **Samstag den 28. Juni 1890, Vormittags 10¹/₂ Uhr, im Zunfthause zur Waag in Zürich** eingeladen.

Traktanden:

- 1) Abnahme des Geschäftsberichtes und der Rechnung für 1889.
- 2) Abnahme des Berichtes der Rechnungsrevisoren.
- 3) Neuwahl eines Mitgliedes des Verwaltungsrathes.
- 4) Neuwahl der Rechnungsrevisoren und Ersatzmänner.

Die Jahresbilanz, die Rechnung über Gewinn und Verlust und der Bericht der Rechnungsrevisoren können eingesehen, der Jahresbericht sowie die Eintrittskarten bezogen werden im Bureau der Gesellschaft, 24 Hafnerstrasse in Außersihl, vom 16. Juni 1890 an.

Zürich, 12. Juni 1890.

Im Namen des Verwaltungsrathes,

Der Präsident:

Dr. J. Ryf.

Société financière Franco-Suisse.

MM. les actionnaires sont convoqués en **assemblée générale** extraordinaire pour le **samedi 5 juillet**, à 3¹/₂ heures, à la Chambre du commerce, Rue du Stand, 11, à **Genève**.

Ordre du jour:

- 1^{er} Rapport du conseil d'administration.
- 2^e Proposition du conseil d'administration concernant la dissolution de la société et sa mise en liquidation.

Société financière Franco-Suisse:

(H 4402 X)

Le conseil d'administration.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER LAUSANNE-OUCHY

ET DES

EAUX-DE-BRET.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires est convoquée pour le **lundi 30 juin 1890**, à 2 heures de l'après-midi, à la **Gare du Flon, à Lausanne**. (O 1314 L)

ORDRE DU JOUR:

- 1^{er} Rapport du conseil d'administration, de Messieurs les commissaires-vérificateurs et approbation des comptes.
- 2^e Nomination de cinq membres du conseil d'administration.
- 3^e Nomination des commissaires-vérificateurs pour l'exercice 1890.

Les cartes d'admission à l'assemblée générale seront délivrées, du **16 au 28 juin**, contre présentation des titres: à **Lausanne**, chez MM. **Ch. Masson & C^e**, banquiers; à **Bâle**, à la **Banque commerciale**.

Le rapport du conseil d'administration, avec les comptes et le rapport des commissaires-vérificateurs seront à la disposition de Messieurs les actionnaires, dans les maisons ci-dessus désignées, ainsi qu'au siège social, dès le **18 juin 1890**.

Entrepôts généraux d'Yverdon, à proximité de la gare,

relies à celle-ci par une voie.

Vastes locaux, grande cave, admettent toutes espèces de marchandises en dépôt.

On en reçoit aussi en nantissement contre avance de fonds.

Prix modérés, tarifs imprimés gratuits à la disposition du public.

S'adresser au directeur, M. Favez à l'entrepôt, ou au propriétaire, M. U. Péclard, Rue de Neuchâtel, à Yverdon. (H 6919 L)



Enregistrement de marques de fabrique au bureau fédéral.

F. HOMBERG, graveur, BERNE.

Gravure artistique et industrielle sur métaux et bois. Les médailles

Dessins et clichés pour marques de fabrique, Spécialité: Poinçons pour l'horlogerie.

Abonnements auf das „Schweizerische Handelsamtsblatt“ werden vom 1. Januar an von allen Postbüreau, sowie von der Expedition entgegengenommen.